



RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1999 B 00705

Numéro SIREN : 428 268 023

Nom ou dénomination : DISTRIBUTION CASINO FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 14/03/2014 sous le numéro de dépôt 1680

CONVENTION D'APPORT PARTIEL D'ACTIF
N° greffe : 99B705
Le : 14 MAR. 2014
N° dépôt : 1680
Visa du greffier : SF

**CONVENTION D'APPORT PARTIEL D'ACTIF
PAR LA SOCIETE CODIVAL A LA SOCIETE DISTRIBUTION CASINO FRANCE**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société CODIVAL, société anonyme au capital de 45 750 euros, dont le siège social est situé à SAINT-ETIENNE (42 000) – 1 esplanade de France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-ETIENNE sous le numéro 326 713 161,

Représentée par Mlle Delphine SULIE, spécialement habilitée aux fins des présentes en vertu d'un pouvoir de M. Pascal RODRIGUEZ Président Directeur Général en date du 24 février 2014.

Ladite société ci-après désignée sous les termes « CODIVAL » ou « Société apporteuse »

D'une part,

Et

La société DISTRIBUTION CASINO FRANCE, société par actions simplifiée au capital de 106 394 590 euros, dont le siège social est situé à SAINT-ETIENNE (42 000) – 1 esplanade de France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT-ETIENNE sous le numéro 428 268 023,

Représentée par M. Patrice ARPAL, spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'un pouvoir de M. Hervé DAUDIN, Président, en date du 24 février 2014.

Ladite société ci-après désignée par les termes « DISTRIBUTION CASINO FRANCE » ou « Société bénéficiaire »,

D'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

La Société apporteuse fait apport à la Société bénéficiaire, ce qui est respectivement accepté par la Société apporteuse et la Société bénéficiaire, des biens et droits corporels, incorporels et financiers ci-après désignés, et ce :

- Sous le bénéfice du régime fiscal prévu par les articles 210-0-A et 210-B du Code Général des Impôts en matière d'impôts directs,
- Sous le bénéfice du régime fiscal prévu par les articles 816-I et 817 du Code Général des Impôts en matière de droits d'enregistrement comme portant sur une branche complète et autonome d'activité au sens de l'article 301-E de l'annexe II du Code Général des Impôts,
- Dans les termes, sous les conditions et moyennant l'attribution ci-après stipulés,
- Et sous réserve des conditions exprimées sous le chapitre sixième du présent contrat.

Etant précisé que les parties déclarent vouloir faire application de l'article L.236-22 du Code de Commerce et soumettre le présent apport d'une branche complète d'activité aux dispositions des articles L.236-16 et suivants du Code de commerce ainsi qu'au présent acte.

Paraphes :

PA DJ

CHAPITRE PRELIMINAIRE

I - Caractéristiques des sociétés parties à l'opération d'apport partiel d'actif

▪ La Société apporteuse

La Société apporteuse a été constituée le 1^{er} décembre 1982 et elle prendra fin le 29 mars 2082.

Son capital est actuellement de 45 750 €. Il est divisé en 3 000 actions de 15,25 € chacune, entièrement libérées.

La Société apporteuse a notamment pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 des statuts:

« l'exploitation de tous établissements commerciaux ayant trait aux activités suivantes :

- *Vente de tous produits se rattachant à l'alimentation générale ;*
- *Vente d'articles de mercerie, bonneterie, confection, produits de ménage et d'entretien, couleurs et peintures, vaisselle, verrerie, jouets, appareils électroménagers, articles pour électricité, disques, articles chaussants, maroquinerie, papeterie, livres et journaux, blanchisserie, teinturerie, meubles, objets pour cadeaux, décoration, parfumerie ;*
- *Utilisation de distributeurs automatiques pour tous objets ;*
- *Et d'une manière générale, toutes affaires concernant les produits pouvant être vendus dans les supermarchés ;*
- *La location de tous locaux commerciaux ;*
- *La création, l'acquisition et l'exploitation de tous autres fonds et établissements de même nature ;*
- *La distribution de carburant ;*

Et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension. »

La Société apporteuse donne en location-gérance le fonds de supermarché objet du présent apport à la société DISTRIBUTION CASINO FRANCE laquelle est locataire-gérant depuis le 26 février 2011.

▪ La Société bénéficiaire

La Société bénéficiaire a été constituée le 6 décembre 1999 et elle prendra fin le 31 décembre 2097.

Son capital est actuellement de 106 394 590 €. Il est divisé en 106 394 590 actions de 1 € chacune, entièrement libérées.

La Société bénéficiaire a notamment pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 des statuts:

« la vente de tous produits et articles alimentaires ou non, la vente de tout type de véhicules motorisés, le négoce et l'importation de métaux précieux, la création et l'exploitation de magasins pour la fourniture de tous produits alimentaires ou non ainsi que de tous services ; la restauration rapide sur place et la vente à emporter.

et, d'une façon générale, toutes opérations, affaires ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières, et, plus particulièrement celles se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus relatés ou qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son commerce et son industrie et ce, tant en France que dans tous pays,

le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres

ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

La société peut, en France et à l'étranger, créer, acquérir, exploiter ou faire exploiter toutes marques de fabrique, de commerce et de service, tous modèles et dessins, tous brevets et procédés de fabrication se rapportant à l'objet ci-dessus.

Elle peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et affaires françaises ou étrangères, quel qu'en soit l'objet. »

II - Motifs et buts de l'opération

Afin de poursuivre la rationalisation du Groupe CASINO, entreprise depuis plusieurs années, par le regroupement des différentes activités du groupe au sein de filiales spécialisées, il est envisagé que la Société apporteuse apporte à la Société bénéficiaire son activité de supermarché.

L'opération d'apport fait l'objet du présent contrat.

III - Comptes pris pour base de l'opération

La consistance des apports et les conditions financières de l'opération ont été déterminées sur la base des comptes de CODIVAL et de DISTRIBUTION CASINO France arrêtés à la date du 31 décembre 2013, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées.

IV - Evaluation des apports

L'ensemble des actifs et passifs apportés doit être évalué à la valeur nette comptable en application du règlement n°2004-01 du 4 mai 2004 du Comité de la réglementation Comptable relatif au traitement comptable de fusions et opérations assimilées.

En conséquence, les apports récapitulés ci-après seront transmis pour leur **valeur comptable** dans les écritures de la Société bénéficiaire en date du 31 décembre 2013.

V - Rémunération des apports

Pour déterminer la rémunération de l'apport effectué par la Société apporteuse, il est paru approprié de comparer la valeur des éléments composant la branche d'activité apportée avec la valeur réelle des titres composant le capital de la Société bénéficiaire.

Ainsi, à l'effet de réaliser l'apport partiel d'actif objet des présentes, la Société bénéficiaire procédera à une augmentation de capital par création d'actions nouvelles qui seront attribuées à la société apporteuse.

Il sera donc créé 76 626 actions de 1 € chacune de la Société bénéficiaire attribuées à la Société apporteuse en rémunération de ses apports.

Ceci exposé, il est passé aux conventions ci-après relatives aux apports faits à titre d'apport partiel d'actif par la Société apporteuse à la Société bénéficiaire.

CHAPITRE PREMIER – DESIGNATION DES APPORTS

La Société apporteuse apporte, sous toutes les garanties ordinaires et de droit, sous les réserves et aux conditions exprimées ci-après, à la Société bénéficiaire, qui l'accepte, les biens et droits mobiliers, corporels, incorporels et financiers ci-après désignés, tels que ces éléments d'actif existeront au jour de la réalisation de l'apport contre la prise en charge des éléments de son passif afférents à cette branche d'activité, étant précisé que de convention expresse entre les soussignés ès qualités, **le présent apport rétroagira comptablement et fiscalement au 1^{er} janvier 2014**, et qu'en conséquence :

- La désignation ci-après détaillée des actifs et du passif apportés à la Société bénéficiaire est faite d'après leur consistance au 31 décembre 2013.
- Les résultats nets de toutes les opérations se rapportant aux actifs apportés effectués du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au jour de la réalisation de l'apport, objet des présentes, seront activement et passivement au compte de la Société bénéficiaire.

1.1. DESIGNATION DE L'ACTIF APORTE

Les biens d'actif immobilisé apportés par la Société apporteuse seront transcrits pour leur valeur nette comptable dans les écritures de la Société bénéficiaire.

1.1.1. Immobilisations

Les biens et droits apportés par la société CODIVAL comportent, notamment, tous les éléments incorporels, corporels et financiers du fonds de commerce à usage de supermarché sis à LA CIOTAT (13600) – Carrefour de Lattre de Tassigny, dépendant de la branche d'activité apportée.

La branche d'activité apportée comprend :

a) Immobilisations incorporelles

- La clientèle, l'achalandage y attachés, et le droit de se dire successeur dans la branche d'exploitation apportée,
- Le bénéfice et les charges de toutes autorisations d'exploitation ou permissions administratives,
- Les bénéfices et charges de tous contrats, traités, accords, conventions et marchés conclus avec des tiers,
- Le droit au bail de l'ensemble immobilier à usage commercial sis à LA CIOTAT (13600) – Carrefour de Lattre de Tassigny dans lequel le fonds de commerce est exploité.
- Le bénéfice et les charges du contrat de location-gérance du 16 mai 2011 désigné au Chapitre Préliminaire, étant précisé que ledit contrat s'éteindra à la date de réalisation par confusion des qualités de loueur de fonds et de locataire-gérant.

Et qui figurent au bilan de la société apporteuse pour une valeur nette comptable de **457 347,05 €**.

b) Immobilisations corporelles

La Société apporteuse apporte à la Société bénéficiaire toutes les installations techniques et autres immobilisations corporelles affectées à la branche d'activité de supermarché apportée dont elle est propriétaire et qui figurent au bilan de la Société apporteuse pour une valeur nette comptable de **42 596,56 €**.

c) Immobilisations financières

La Société apporteuse apporte à la Société bénéficiaire toutes les immobilisations financières affectées à la branche d'activité de supermarché apportée dont elle est propriétaire et qui figurent au bilan de la Société apporteuse pour une valeur nette comptable de **146 334,97 €**.

La Société bénéficiaire renonce à exiger une plus ample désignation des éléments composant l'actif immobilisé apporté par la Société apporteuse pour les connaître parfaitement et s'être fait remettre un inventaire détaillé de ces actifs au 31 décembre 2013.

1.1.2. Actif circulant

La Société apporteuse apporte à la Société bénéficiaire toutes les créances affectées à la branche d'activité apportée dont elle est propriétaire et qui figurent au bilan de la société apporteuse pour une valeur nette comptable de **1 316 225,60 €**.

La Société bénéficiaire renonce à exiger une plus ample désignation des éléments composant l'actif circulant apporté par la Société apporteuse pour les connaître parfaitement et s'être fait remettre un inventaire détaillé de ces actifs au 31 décembre 2013.

1.1.3. Dépendances – Réserves d'actifs

1.1.3.1

Les biens et droits désignés sont apportés par la Société apporteuse tels qu'ils existeront au jour de la réalisation de l'apport.

1.1.3.2

La désignation ci-dessus des biens et droits apportés, faite d'après le bilan et l'inventaire de la Société apporteuse est strictement limitative, en sorte que la Société apporteuse conserve l'entière propriété de tous les autres éléments d'actif, à l'exception de ceux qui, quoique omis dans les bilans et inventaires énoncés ci-dessus, ou dans les désignations qui précèdent, seraient cependant nécessaires à l'exploitation de la branche d'activité apportée.

1.2. PASSIF PRIS EN CHARGE

Corrélativement à l'apport des actifs désignés ci-dessus, la Société bénéficiaire prend à sa charge les éléments du passif dépendant de la branche d'activité apportée et ci-après limitativement désignés :

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 123,37 €
Dettes fiscales et sociales	29 759,92 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Comptes sociétés apparentées	-
TOTAL DU PASSIF PRIS EN CHARGE	32 883,29 €

Le passif de la société apporteuse s'élève à **32 883,29 €**.

Il est expressément convenu que le passif transmis sera supporté par la Société bénéficiaire seule, sans solidarité de la Société apporteuse.

La Société apporteuse certifie que le chiffre total ci-dessus mentionné du passif apporté est exact et sincère et la Société bénéficiaire renonce à exiger une plus ample désignation

1.3. ACTIF NET APPORTE

L'actif apporté s'élevant à 1 962 504,18 € et le passif pris en charge à 32 883,29 €, l'**actif net transmis ressort à 1 929 620,89 €.**

1.4. ORIGINE DE PROPRIETE ET DE JOUISSANCE

1) Origine de propriété du fonds de commerce

Le fonds de commerce à usage de supermarché sis à LA CIOTAT (13600) – Carrefour de Lattre de Tassigny, inclus dans la branche apportée, appartient à la Société apporteuse pour l'avoir créé en date du 30 mars 1983.

Suivant acte sous seings privés en date du 16 mai 2011 avec effet à compter du 26 février 2011, la Société apporteuse a donné son fonds de commerce de supermarché en location-gérance à la société DISTRIBUTION CASINO FRANCE.

2) Droit au bail

Le droit au bail compris dans la branche d'activité apportée résulte des faits et actes ci-après énoncés :

- un bail commercial portant sur l'immeuble dans lequel est exploité le fonds, par suite d'un acte sous-seing privé en date à Paris du 8 juin 2011, qui lui a été consenti par la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TASSIGNY pour une durée de 9 années ayant commencé à courir le 25 juin 2010.
- Un avenant au bail commercial du 8 juin 2011 relaté ci-dessus, par suite d'un acte sous seing privé en date à Paris du 8 juin 2011.
- Un protocole d'accord transactionnel conclu entre la société SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TASSIGNY, d'une part, et la société CODIVAL et DISTRIBUTION CASINO France, d'autre part, en date du 8 juin 2011.

CHAPITRE II - PROPRIETE ET JOUISSANCE DES APPORTS

2.1.

La Société bénéficiaire sera propriétaire et prendra possession des biens et droits apportés à compter du jour de la réalisation des conditions ci-après prévues au chapitre sixième.

Jusqu'au jour de cette réalisation, la Société apporteuse continuera de gérer avec les mêmes principes, règles et conditions que par le passé, les biens et droits apportés. Toutefois, elle ne prendra aucun engagement important sortant du cadre de la gestion courante et ne procédera, si ce n'est dans cette limite, à la cession d'aucun élément de son actif immobilisé affecté à l'exploitation de la branche d'activité apportée sans avoir obtenu l'accord préalable de la Société bénéficiaire.

2.2.

De convention expresse, il est stipulé que les résultats de toutes les opérations, tant actives que passives, relatives aux biens et droits apportés, effectuées par la Société apporteuse depuis le 1^{er} janvier 2014, jusqu'au jour de la réalisation de l'apport seront, tant activement que passivement, au compte de la société bénéficiaire, tant du point de vue fiscal que comptable ; en conséquence, toutes entrées ou sorties d'actif, toutes recettes et tous profits, toutes dépenses et charges quelconques réalisées par la Société apporteuse se rapportant à la branche d'activité seront au compte de la Société bénéficiaire qui accepte, dès maintenant, de prendre, au jour où l'apport sera réalisé, tous les éléments d'actif dépendant de la branche d'activité apportée tels qu'ils existeront alors et ce, comme tenant lieu de ceux désignés dans le présent contrat.

CHAPITRE III – CONDITIONS DE L'APPORT

3.1. Conditions générales

3.1.1.

La Société bénéficiaire prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront lors de la réalisation de l'apport, sans pouvoir exercer aucun recours contre la Société apporteuse pour quelque cause que ce soit, notamment pour mauvais état des matériels, installations et objets mobiliers, pour autant que ces biens soient conformes aux normes réglementaires.

3.1.2.

La Société bénéficiaire supportera et acquittera, tous les impôts, contributions, taxes, primes, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à la propriété et l'exploitation des biens et droits objet du présent apport, sans que la société apporteuse ne puisse être inquiétée ni recherchée de ce chef.

3.1.3.

Elle fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation de toutes polices d'assurance contre l'incendie, les accidents et autres risques concernant les biens et droits apportés, comme de tous contrats pour la fourniture de l'eau, du gaz et de l'électricité et pour le téléphone qui pourraient exister et dont les primes, le coût et les redevances seront à sa charge, y compris les frais des avenants à établir.

3.1.4.

La Société bénéficiaire sera subrogée dans le bénéfice de tous accords passés par la Société apporteuse avec tous tiers et se rapportant à l'exploitation de la branche apportée, comme de toutes concessions, autorisations ou permissions administratives afférentes à cette branche d'activité, à charge pour elle d'en assumer les charges et obligations correspondantes. Elle fera son affaire personnelle de l'agrément pour tous intéressés de sa substitution dans le bénéfice de tous accords ou autorisation.

3.1.5.

La Société bénéficiaire sera subrogée de la même manière dans le bénéfice et les charges de tous contrats, marchés engagements et conventions quelconques pouvant exister au jour de la réalisation de l'apport et concernant la branche d'activité apportée. Elle fera son affaire personnelle de l'agrément par tous intéressés de sa substitution dans le bénéfice de tous accords et conventions.

3.1.6.

La Société apporteuse atteste que l'établissement apporté est exploité conformément aux autorisations administratives et à la réglementation en vigueur et qu'il n'est pas, à sa connaissance, susceptible d'interdiction de fonctionner.

3.1.7.

La Société bénéficiaire sera, par la réalisation de l'apport, intégralement subrogée à la Société apporteuse pour intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues en suite de ces décisions, dans la mesure où elles se rapportent aux actifs apportés.

3.1.8.

La Société apporteuse devra, à la demande de la Société bénéficiaire, faire établir tous actes complémentaires, rectificatifs ou confirmatifs de son apport et fournir toutes justifications et signatures qui

pourraient être nécessaires pour faire opérer la transmission régulière des biens et droits apportés par elle, et devra également remettre tous titres et pièces en sa possession concernant les biens et droits apportés.

3.1.9.

La Société bénéficiaire devra, quant à elle, faire son affaire personnelle de l'accomplissement de toutes formalités requises en vue de la régularisation et de l'opposabilité de la transmission à son profit desdits biens et droits.

3.1.10.

La Société apporteuse devra se conformer aux dispositions du Code Général des Impôts en ce qui concerne les déclarations à faire à l'administration fiscale.

3.1.11.

L'ensemble des frais, droits et honoraires est à la charge de la Société bénéficiaire.

3.2. Déclarations fiscales

3.2.1. Impôts sur les sociétés :

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-dessus, l'apport partiel d'actif prendra effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2014. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires produits depuis cette date par l'exploitation de la branche apportée, seront englobés dans le résultat imposable de la Société bénéficiaire.

En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, la Société apporteuse et la Société bénéficiaire entendent placer, conformément aux dispositions de l'article 210 B du Code Général des Impôts, le présent apport sous le régime spécial défini à l'article 210 A dudit code.

3.2.1.1. Pour l'application de l'article 210 B du code général des impôts, la Société apporteuse prend les engagements suivants :

- De conserver les titres reçus en rémunération des apports pendant un délai de trois ans à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital de la Société bénéficiaire.
- De calculer, ultérieurement, les plus-values (ou les moins-values) résultant de la cession de ces mêmes titres d'après la valeur qu'avaient les biens apportés, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures.

3.2.1.2. Pour l'application de l'article 210 B du code général des impôts, la Société bénéficiaire prend les engagements suivants :

- de reprendre dans ses comptes annuels les écritures comptables de la Société apporteuse en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés, dès lors que la présente fusion retient les valeurs comptables au 31 décembre 2013 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la Société apporteuse. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la Société apporteuse ;
- de prendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société apporteuse ;
- d'inscrire à son bilan, les éléments apportés autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société apporteuse ; à défaut, de comprendre dans ses résultats de l'exercice de l'apport, le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal dans les écritures de la Société apporteuse ;
- de calculer les plus-values qui pourraient être réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'apporteur ;

- de se substituer, le cas échéant, à la Société apporteuse pour la réintégration des plus-values dont l'imposition aurait été différée dans cette dernière,
- de se substituer à tous les engagements qu'aurait pu prendre la Société apporteuse à l'occasion d'opérations de fusion ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime prévu aux articles 210 A et 210 B du Code Général des Impôts et qui se rapporteraient à des éléments transmis au titre du présent apport.

3.2.2. Taxe sur la valeur ajoutée

Les représentants de la Société apporteuse et de la Société bénéficiaire des apports constatent que l'apport partiel d'actif emporte transmission d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI issu de l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2005. Par conséquent, les apports de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises sont dispensés de TVA.

Conformément aux dispositions légales susvisées, la Société bénéficiaire des apports continuera la personne de la Société apporteuse notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

La Société bénéficiaire de l'apport s'engage à soumettre à la T.V.A. les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissement et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code Général des Impôts, régularisations auxquelles aurait été tenue la société qui a fait l'apport si elle avait continué à utiliser ces biens.

3.2.3. Enregistrement

La Société bénéficiaire déclare qu'elle entend placer la présente opération sous le régime fiscal prévu par les articles 816-I et 817 du Code Général des Impôts en matière de droit d'enregistrement et s'acquitter du droit fixe prévu à l'article 816 du Code Général des Impôts.

3.2.4. Déclarations

Les soussignés, ès-qualité, au nom des sociétés qu'ils représentent, s'engagent expressément à joindre aux déclarations de la Société apporteuse et de la Société bénéficiaire des apports, l'état de suivi des valeurs fiscales prévu à l'article 54 septies du Code général des impôts.

CHAPITRE IV – EVALUATION DES APPORTS – ATTRIBUTIONS

4.1.

Les biens et droits présentement apportés par la Société apporteuse à la Société bénéficiaire sont évalués sur les bases et selon les méthodes indiquées en tête du présent contrat et compte tenu des chapitres II et III du présent traité.

Il est précisé que la décomposition de la valeur nette comptable des biens apportés (valeur d'origine, amortissement, provisions pour dépréciation) figure en annexe.

4.2.

En rémunération de la valeur nette des apports ainsi effectués par la Société apporteuse, il sera attribué à cette dernière, 76 626 actions nouvelles de 1 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, de la Société bénéficiaire, à créer en augmentation de 76 626 € du capital de cette société.

Ces actions nouvelles porteront jouissance rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2014, date d'ouverture de l'exercice en cours. Elles seront entièrement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment, toutes retenues d'impôt, en sorte que, toutes les actions de même nature, sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou de tous remboursements effectués pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

Elles seront négociables à compter de la date d'effet juridique de l'opération d'apport partiel d'actif.

4.3.

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés, soit 1 929 620,89 €, et la valeur nominale des actions qui seront créées par la Société bénéficiaire au titre de l'augmentation du capital susvisée, soit 76 626 €, égale en conséquence, à 1 852 994,89 € constituera une prime d'apport qui sera inscrite au passif du bilan de la Société bénéficiaire et sur laquelle porteront les droits de tous les associés anciens et nouveaux de la société.

CHAPITRE V – DESISTEMENT DE PRIVILEGE ET DISPENSE D'INSCRIPTION – DECLARATIONS

5.1. Désistement de privilège et dispense d'inscription

La Société apporteuse n'a ni privilège ni action résolutoire pour sûreté de la remise des actions qui lui sont attribuées du fait des présentes.

Elle renonce expressément, avec désistement de tous droits et actions, à tout privilège auquel elle pourrait avoir droit pour sûreté de l'exécution de toutes autres conditions de l'apport.

En conséquence, elle renonce expressément à ce qu'il soit pris inscription, à son profit, à tous greffes de tribunaux de commerce compétents, toutes décharges utiles étant données à cet effet.

5.2. Déclarations

5.2.1.

Le soussigné représentant de la Société apporteuse et le soussigné, représentant de la Société bénéficiaire, déclarent et reconnaissent, ès qualités, chacun au nom de la société qu'ils représentent :

- Que la Société apporteuse tient ses livres de comptabilité à la disposition de la Société bénéficiaire pour être visés par un représentant de cette dernière,
- Et que les livres de comptabilité tenus par la Société apporteuse ont fait l'objet d'un inventaire signé par un représentant des deux sociétés parties aux présentes, inventaire dont un exemplaire a été remis à chacune d'elles, étant observé que ces livres seront conservés par la Société apporteuse, mais mis à la disposition de la Société bénéficiaire pendant toute la durée légale.

5.2.2.

Au nom de la Société apporteuse, le soussigné représentant de la Société apporteuse, déclare, ès-qualités :

- Que ladite Société apporteuse n'a jamais été en état de faillite, de suspension provisoire des poursuites, de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- Que les biens et droits apportés par la Société apporteuse, dont l'origine de propriété est relatée plus haut, ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, de nantissement ou autre.
- Que la Société apporteuse s'engage envers la Société bénéficiaire à rapporter, à ses frais, la mainlevée de l'inscription susvisée ainsi que de toute autre inscription qui se révélerait du chef de la Société apporteuse sur les biens objets de l'apport.

CHAPITRE VI - CONDITIONS SUSPENSIVES ET RESOLUTOIRE

6.1. Conditions suspensives

Indépendamment de l'accomplissement des formalités légales préalables et postérieures à l'apport, celui-ci ne sera consenti et réalisé que sous réserve des conditions suspensives et cumulatives suivantes :

- L'approbation de la présente convention par l'assemblée générale extraordinaire de la Société apporteuse, qui doit se réunir le 2 mai 2014.
- L'approbation de la présente convention par une décision des associés de la Société bénéficiaire qui doivent se réunir le 5 mai 2014 et décider d'augmenter corrélativement le capital social de 76 626 € en rémunération de cet apport.

6.2. Condition résolutoire

L'apport objet du présent acte est consenti et accepté sous réserve de la condition résolutoire suivante :

- Refus d'octroi par l'administration fiscale de l'agrément relatif à l'application du régime spécial prévu à l'article 210 B du code général des Impôts.

A défaut de réalisation, la présente convention sera considérée comme caduque, sans indemnité de part ni d'autre.

Les parties se réservent toutefois le droit de renoncer à se prévaloir des effets de la condition résolutoire stipulée ci-dessus, si elle venait à se réaliser.